

Bilan des investissements étrangers en Bretagne

AGENCE
ECONOMIQUE
de
BRETAGNE

ANNÉE 2006

4 FÉVRIER 2007

EN BREF :

- 11 nouvelles décisions
- 2 171 emplois
- 6^{ème} rang français



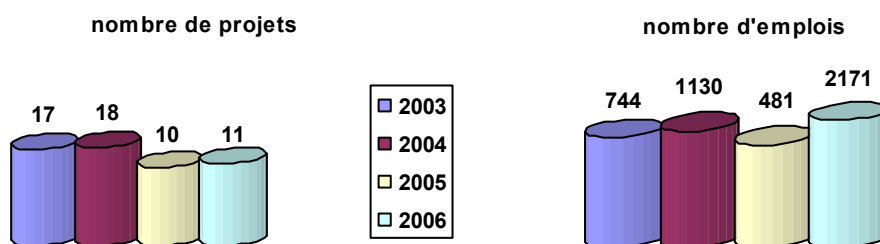
SOMMAIRE :

- Part de marché
- 3 projets marquants
- L'origine des capitaux
- Les types de projets
- Les secteurs d'activités
- Le maillage territorial
- Ils ont choisi la Bretagne
- Les entreprises à capitaux étrangers en Bretagne
- La bilan national
- La méthodologie

Les faits marquants

- 11 nouveaux investissements contre 10 en 2005 et 18 en 2004
- 2171 emplois (soit 5,4% des emplois du bilan national) contre 481 emplois en 2005 soit une performance multipliée par 4,5 !
- 77% d'emplois maintenus, 23% d'emplois nouveaux
- A l'exception d'un projet, des projets de taille moyenne (52 emplois en moyenne), légèrement inférieurs à la moyenne nationale (60)
- 6^{ème} rang national en termes d'emplois, derrière les 5 régions traditionnellement en tête du classement national : Ile de France, Rhône Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nord-Pas-de-Calais, Midi Pyrénées
- La montée en puissance des reprises de sites en nombre d'emplois (avec 1 projet représentant à lui seul 76% des emplois créés et pérennisés) et des extensions en nombre de projets
- Une majorité de projets non européens : Amérique du Nord et Japon à l'honneur
- Les Etats-Unis, la Suède et le Japon : les pays investisseurs en nombre d'emplois
- Une concentration des projets en Ile et Vilaine : 83% des emplois créés et maintenus
- La fonction production, 1^{ère} fonction créatrice d'emplois ; comme en 2005 en termes de nombre de projets (64%), la fonction tertiaire poursuit sa percée en Bretagne, mais pas en termes d'emplois (seulement 19%)
- Filières : l'attractivité de la filière TIC en nombre de projets, de l'automobile en nombre d'emplois

Un bilan breton en forte hausse



Le bilan de la Bretagne en 2006 fait apparaître une progression remarquable en termes de création d'emplois mais une tendance à la baisse en nombre de projets ; sur les 4 dernières années, 4526 emplois ont été créés ou maintenus pour 56 projets.

Part de marché

11 nouveaux investissements ont été annoncés par des investisseurs internationaux en 2006 en Bretagne. Avec 2 171 emplois, la Bretagne représente 5,4% des emplois créés ou maintenus en France par des investisseurs étrangers (contre 1,44% en 2005 et 3,8% en 2004).

A l'image de la forte progression nationale (+ 32,7%), la région Bretagne connaît

une forte hausse du nombre d'emplois créés ou maintenus (multiplié par 4,5).

La région Bretagne se classe au **6ème rang** des régions d'accueil d'investissements étrangers (en termes d'emplois). **Les régions les plus performantes demeurent les régions Ile-de-France, Rhône-Alpes, Nord-Pas-de-Calais, Midi-Pyrénées qui représentent à elles seules 56%**

des emplois créés. La Bretagne devance cette année des régions traditionnellement attractives en termes de projets industriels, comme **la Lorraine et l'Alsace.**

Enfin, la part de la région Bretagne dans l'accueil **des investissements japonais est remarquable** : la région accueille en 2006 11% des emplois créés ou maintenus par ces investisseurs.



3 projets marquants

On mettra en lumière en 2006 les 3 investissements les plus fortement créateurs d'emplois (emplois créés ou maintenus)

Silver Point Capital L.P.(Etats-Unis) avec la reprise de la société CF

Gomma à Rennes (USA) - 1650 emplois maintenus
IKEA (Suède) avec son implantation annoncée à Guipavas (agglomération de Brest) représentant 210 emplois

Renesas Technology Corporation (Japon) - **Renesas Design France**

SAS qui conforte par une extension (60 emplois créés), sa reprise en 2005 à Rennes du centre R&D spécialisé dans la fabrication et le développement de composants pour téléphones portables de 3ème génération

L'origine des capitaux

Contrairement aux bilans précédents et à la tendance nationale, l'Europe n'est plus la première origine des capitaux : 5 projets européens, représentant 14% des emplois créés ou maintenus.

Les 3 pays les plus investisseurs : Etats-Unis, Suède, et Japon sont traditionnellement des pays fortement investisseurs en Bretagne.

Les Etats-Unis, 1er investisseur en termes d'emplois

Avec 3 investissements pour 1740 emplois, (soit

80% des emplois totaux), les Etats-Unis confortent leur place de leader, à l'instar du bilan national. Toutefois, le bilan 2006 est largement axé sur la reprise de 1650 emplois par le fonds d'investissement Silver Point Capital L.P de la société CF Gomma (Société des polymères La Barre Thomas).

Le Japon : un lien historique avec la Bretagne

Les investisseurs japonais sont très présents en Bretagne, 3ème région d'accueil en France. Avec 2 projets représentant 91 emplois

contre 120 emplois en 2005, ils constituent 11% des emplois créés par les investisseurs japonais en France, tendance très en recul en 2006.

A l'instar du bilan national, **la Suède** est cette année largement représentée, 4ème pays investisseur en France, 2ème en Bretagne (projet IKEA).

On notera l'absence de projets d'origine chinoise en Bretagne alors qu'on remarque une montée en puissance sur le bilan national.



Les types de projet :

Les reprises sauvegardent 1681 emplois

Les reprises de sites représentent l'opération générant le plus d'emplois : 1681 contre 246 l'an dernier, pour 2 investissements ;

les créations (3 investissements) représentent 305 emplois contre 230 emplois l'an

dernier avec une envergure des projets en hausse (101 emplois contre 38 en 2004).

Les extensions représentent 6 opérations pour 185 emplois. Cette tendance à la hausse par rapport au bilan 2005 démontre la confiance

et la capacité des investissements internationaux déjà présents en Bretagne de poursuivre leur développement. Mais on relève la faible envergure de ces projets : 31 emplois.

3 créations

305 emplois

14% des emplois créés ou maintenus vs 36,1% au niveau national

6 extensions

185 emplois

9% des emplois créés ou maintenus vs 40,2% au niveau national

2 reprises

1681 emplois

77% des emplois créés ou maintenus vs 20% au niveau national

Les fonctions et secteurs d'activités

Le tertiaire monte en puissance mais crée encore peu d'emplois

En Bretagne, à l'instar de l'année 2005, **la fonction tertiaire confirme sa percée: elle représente 64% des projets** mais seulement 19% des emplois créés ou maintenus (contre 36,5% au plan national).

Le bilan national démontre un retour très marqué des investissements manufacturiers : ils représentent 63,5% des créations totales d'emplois contre 62,5% l'an dernier.

Les projets de production industrielle en Bretagne confirment et ampli-

fient la tendance nationale : avec 36% des investissements en Bretagne, ils contribuent à la création de 81% des emplois créés (contre 31% en 2005 et 44,4% en 2004) ou maintenus.

Comme l'année précédente, on relève l'importance du secteur des prestations de service (3 projets en 2005 et 2006) et des centres R&D (2 projets) et la création d'1 centre d'appel en 2006, secteur d'activités très présent dans le bilan national

La répartition sectorielle :

l'attractivité de la filière TIC en Bretagne

La filière TIC : 4 investissements représentant 156 emplois (contre 230 l'an dernier et 0 en 2004),

le secteur automobile : 1 investissement comme en 2005, mais représentant 1650 emplois contre 40 emplois en 2005 et 265 en 2004,

IAA : 1 investissement représentant 50 emplois (contre 10 emplois en 2005 et 111 emplois en 2004).

« la fonction

tertiaire est

largement

représentée:

elle représente

64% des

projets »

Le maillage territorial

Un déséquilibre territorial au profit (largement) de l'Ille-et-Vilaine

En Ille-et-Vilaine : localisation de 83% des emplois créés ou maintenus en Bretagne soit 1800 emplois pour 4 projets (1 création, 1 reprise et 2 extensions).

On retrouve ensuite le Finistère avec 14% des em-

plois créés ou maintenus en Bretagne soit 306 emplois pour 4 projets (2 créations, 1 extension, 1 reprise). Le Finistère retrouve un niveau comparable à 2004 (5 projets pour 274 emplois) après une année 2005 en recul.

Les Côtes d'Armor : 1 projet créant 35 emplois (extension).

Les 2 projets restants sont des projets régionaux (localisation sur au moins deux départements).

Ils ont choisis la Bretagne en 2006...

En Ile et Vilaine

1800 emplois)

SOCIÉTÉ POLYMÈRES DE LA BARRE THOMAS - Silver Point Capital L.P.- Etats-Unis - Ile-et-Vilaine - Rennes -reprise- 1650 emplois maintenus

RENESAS DESIGN France SAS- Renesas Technology Corporation- Japon- Ile-et-Vilaine (Rennes)- extension - 60 emplois créés

CUISINE SOLUTIONS - Cuisine Solution, INC- Etats-Unis- Ile et Vilaine (Le Pertre)- création - 50 emplois créés

MOTOROLA BRETAGNE SAS - Motorola- Etats-Unis- Ile et Vilaine (Cesson Sévigné) - extension - 40 emplois créés

Dans le Finistère

306 emplois)

IKEA Brest - Ikéa International A/S- Suède- Finistère - Guipavas - Création - 210 emplois créés

GEXEL TELECOM EUROPE - Groupe Lagassé (Mediatix Telecom)- Canada- Finistère (Douarnenez) - extension- 45 emplois créés

CABASSE - Canon Europe- Japon - Finistère (Brest) - reprise- maintien de 31 emplois créés

UNILOG- LogicaCMG plc- Royaume-Uni- Finistère (Brest) - extension - 20 emplois créés

Dans les Côtes d'Armor

35 emplois)

HILZINGER DOLMEN SA- Hilzinger France- Allemagne - Côtes d'Armor (Pleslin Trigavou) - extension - 35 emplois créés

En région

30 emplois)

KONE- KONE Oy Helsinki- Finlande - région - extension - 22 emplois créés

NORISKO- DEKRA AG- Allemagne- région - extension - 8 emplois créés

Et aussi...

D'autres projets internationaux ont été réalisés en Bretagne en 2006, sans être comptabilisés dans le bilan national, soit en raison du faible nombre d'emplois créés soit en raison de stratégie de groupe licenciant dans d'autres régions en France.

CARGILL SOJA FRANCE -Groupe CARGILL Inc (USA) - investissement de 2,5 M€ - extension du site à Brest-

Transformation de graines oléagineuses en huile et en tourteaux

KOHLER (USA) - rachat de SDMO Industries SAS - Brest-reprise-extension - investissement de 10 M€, création de 60 emplois- Fabrication de groupes électrogènes

LINPAC Plastics (GB)- extension du site de Noyal Pontivy - investissement de 11,7 M€ - création de 11 emplois -

Fabrication d'emballages en matières plastiques

SKIOLD - (Danemark)- extension du site Asemo de Pontivy - 1,1 M€ - création d'1 emploi -Fabrication de matériel agricole

YOKUMOKU (Japon) - rachat des chocolateries LE ROUX à Quiberon- 10 emplois + 2 créations



Les entreprises à capitaux étrangers en Bretagne



- 212 entreprises/groupes investisseurs,

- 256 sites (sites industriels, logistiques, de R&D et de services), dont :

11 sites industriels de plus de 500 emplois

28 sites industriels ayant entre 200 et 500 emplois... d'implantation plutôt ancienne (supérieure à 10 ans)

près de 20 sites dédiés à la R&D/ingénierie, d'implantation généralement récente (inférieure à 10 ans)

Rétrospective

Sur les années 1996-2005 (A.F.I.I. + Agence économique de Bretagne/ LocoMonitorTM, 2006) :

112 projets de création, extension et reprise, porteurs de 7.350 emplois (créés ou maintenus)

au sein de la France : **2,4% des projets, 2,8% des emplois,**

position relativement stable, inférieure à son poids économique

oscillant ces cinq dernières années entre 9 et 19 projets par an (entre 5 et 9 projets de création par an sur les 5 dernières années), entre 300 et 1.100 emplois induits,

une position globalement faible, en particulier sur les créations (même si en léger progrès sur les 5 dernières années), qui n'a pas permis d'impact réel global

sur l'économie bretonne

des investissements très concentrés sur l'Ille-et-Vilaine (50% des projets et emplois, proportions très supérieures pour la R&D et/ou les créations) et le Finistère (25% des projets et emplois), progression sensible du Morbihan sur les 5 dernières années

des caractéristiques souvent opposées à celles de la France, tant globalement que par fonction/secteur/pays d'origine

un profil qui diffère grandement de celui des régions voisines et qui se distingue de la moyenne française (hors Ile de France) essentiellement par ses bonnes performances sur la R&D

Attractivité relative-ment- forte pour les activités de R&D (concentrées sur les domaines électronique/télécoms),

dans la moyenne (hors Ile-de-France) pour les projets industriels

attractivité faible dans les autres activités de services, logistique (très concentrées sur la moitié Est de la France), vente/marketing (à plus de 60% localisés en Ile-de-France)...

attractivité inexistante pour les centres d'appels...

des investissements historiquement concentrés sur 3 secteurs (mais plus diversifiés sur les 3 dernières années) :

34% des emplois dans l'électronique-télécommunications (avec 23% des projets), en baisse ces dernières années,

20% dans l'équipement automobile (13% des projets),

en baisse ces dernières années et tendant à se concentrer sur le seul département d'Ille-et-Vilaine,

11% dans l'agroalimentaire (16% des projets), secteur pour lequel le Finistère a une position de premier plan,

3,1% des emplois seulement dans le logiciel (7% des projets) - sans amélioration notable ces dernières années ;

attractivité relative-ment- forte pour les investisseurs japonais (très concentrée sur l'Ille-et-Vilaine), **néerlandais, suédois et américains**, faible vis-à-vis des allemands, belges, espagnols (pays d'origine sur lesquels la France est forte)...

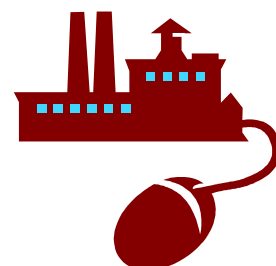
des références de niveau mondial :

T.I.C. : Motorola, Renesas, Texas-Instruments

Automobile : Visteon

Sciences de la Vie : Pfizer

Autres : Dai-Nippon (D.N.P.)



www.afii.fr

Le bilan des investissements étrangers en France publié le 28 février 2007 par l'Agence Française pour les Investissements Internationaux (AFII) confirme la position privilégiée de la France comme destination des investisseurs étrangers en Europe. Pour la quatrième année consécutive, le nombre d'emplois créés ou maintenus augmente, atteignant un niveau record de 39 998, soit une progression de 32,7% par rapport à 2005 (30 146). Le nombre de projets (665) est en légère croissance : +2,3% par rapport à l'an dernier.

Les extensions représentent 40,2% des emplois créés (légère baisse/2005), tandis que les reprises de sites en difficulté représentent 20% des créations et maintiens d'emplois (en hausse) et les créations 36,1% (égale à la représentation 2005).

L'Europe reste la principale région d'origine des investissements : les Etats-Unis sont cependant le premier pays d'origine des investissements suivis par l'Allemagne. Parmi les pays d'origine en forte progression par rapport à l'an dernier, on peut citer : le Royaume-Uni avec 4 225 em-

ploiés créés, la Suède avec 3 543 emplois, la Suisse avec 2 021 emplois, les Pays-Bas avec 1 862 emplois et la Chine avec 1 572 emplois.

Comme les années précédentes, les principales régions d'origine sont l'Europe occidentale : 64,6% des emplois créés le sont par des entreprises européennes. Les investissements d'origine asiatique restent dans l'ensemble modestes avec 7,7% des créations totales d'emplois en 2006 contre 7,7% en 2005 et 9,2% en 2004. Le Japon est passé derrière la Chine, qui crée 1572 emplois en France.

Les premières régions d'accueil, **l'Île de France et Rhône-Alpes**, renforcent leur position avec 32,9% des créations d'emplois. Les régions les plus favorisées restent le plus souvent celles qui bénéficient (et/ou cumulent) des avantages que constituent la proximité d'autres pays européens (Rhône-Alpes), la situation logistique (Nord-Pas de Calais) ou l'attractivité d'une métropole (Île de France, Rhône-Alpes) et, dans la mesure où plus de 40% des investissements sont des extensions, d'une présence déjà importante d'investissements internationaux. La Bretagne talonne de

près ces 5 régions pour la 1ère fois, même si ces excellents résultats sont étroitement liés à la reprise de CF Gomma par l'investisseur américain Silver Point.

On retiendra cette année le redémarrage de la création d'emplois d'origine étrangère dans les activités manufacturières, qui s'est considérablement accéléré en 2006 : 63,5% des emplois totaux. Les secteurs privilégiés : chimie, machines et équipements et l'aéronautique. L'évolution des fonctions tertiaires est plus contrastée : de 10% des emplois en 1994, leur part s'est progressivement accrue pour atteindre 58,5% en 2005 et 36,5% cette année, avec notamment la chute du secteur logiciels, compensée par la très forte progression des activités de services aux entreprises, qui est aujourd'hui le 1er secteur créateur d'emplois étrangers en France avec 13% du total, suivi par le secteur des constructeurs et équipementiers automobiles.

Une évolution à relever cette année, la poussée des secteurs à haute intensité technologique et des services.

Méthodologie du bilan

Méthodologie adoptée : les projets sont comptabilisés selon le type d'opération, la nature d'activité et le secteur auxquels ils se rattachent.

Types d'opération : sont comptabilisés les créations, les extensions, les reprises (rachats d'entreprises françaises en difficulté ; sont alors comptés les emplois maintenus) ; les reprises-extensions (à ces emplois maintenus, peuvent s'ajouter d'éventuelles extensions ; le rachat d'une entreprise qui n'est pas en difficulté par un investisseur étranger n'est pris en compte que pour autant qu'il s'accompagne d'une extension d'activité et de la création d'emplois supplémentaires ; seuls sont alors comptabilisés les emplois supplémentaires à l'horizon de 3 années).

Les critères de prise en compte des projets :

Il doit s'agir : d'investissements productifs, créateurs d'emplois durables, d'origine étrangère et présentant un caractère de mobilité internationale. Sont considérés comme investissements productifs les investissements effectués dans le secteur industriel ou dans le secteur tertiaire. Les investissements créateurs d'emplois durables : ne sont pris en compte en règle générale que les investissements créateurs d'au moins dix emplois. Des investissements plus petits peuvent être pris en compte dans certains cas (première implantation, activité à forte valeur ajoutée...). Leur nombre est apprécié à l'échéance des trois années suivant la décision d'investissement. Il doit s'agir d'emplois durables, ce qui exclut les emplois intérimaires, les emplois saisonniers, et plus généralement, les emplois à temps partiel,

ainsi que les emplois à durée déterminée. Les investissements sans création d'emplois durables ne sont donc pas pris en compte dans le bilan annuel des investissements étrangers. En 2005, ont été ajoutés pour la première fois les projets de création de points de vente employant plus de 50 personnes. Cet ajout était nécessaire pour refléter la montée des services, notamment commerciaux.

Les investissements d'origine étrangère : Ne sont retenus que les investissements dans lesquels la part du capital détenu par une entité étrangère lui permet d'assurer un contrôle effectif de l'entreprise ; en pratique, un seuil minimum de 33% est exigé.

La Région Bretagne fait de l'attractivité de son territoire une priorité. Elle a ainsi confié à l'Agence économique de Bretagne la mission de renforcer cette attractivité économique et le poids des investissements exogènes sur son territoire. Pour la prospection de ces nouveaux investisseurs, l'Agence s'appuie sur le réseau national de l'Agence Française pour les Investissements Internationaux (AFII), pour laquelle elle est le correspondant en région. Mais également sur la stratégie de prospection propre, via Bretagne International ou d'autres relais comme les entreprises et la diaspora bretonnes.

Une fois captés, les projets sont traités dans le cadre d'un réseau de partenaires, le comité d'orientation et de suivi des projets internationaux (COSPI), qui regroupe la Région, les Départements (Conseil Généraux ou agence de développement), les chambres consulaires, l'Etat et l'Agence et ses composantes (Bretagne Innovation et Bretagne International). Les 10 agglomérations de la région participent également à cette dynamique.

19 projets sont actuellement suivis par l'Agence et ses partenaires

AGENCE
ECONOMIQUE
de
BRETAGNE

Agence économique de Bretagne

16c rue de Jouannet
35700 Rennes

T 02 99 83 54 00
agence@agence-eco-bretagne.com

Contact

Maryline PIERRES
Responsable du pôle International

Antenne Ouest Bretagne
1 rue Parmentier—29200 Brest

T : 02 98 43 81 62
m.pierres@agence-eco-bretagne.com